

Saint-Jean-Longueuil, le 11 octobre 2013

Aux membres des équipes pastorales,
Aux personnes responsables en paroisse des campagnes de Développement et Paix,

Objet : Campagne d'éducation et d'action 2013 de *Développement et Paix*

Chers frères et soeurs dans le Christ,

Le 30 septembre dernier avait lieu en présence d'une centaine de personnes le lancement de la campagne d'automne de **Développement et Paix** dont le thème est **Une voix pour la justice**. Elle se veut en fait un signe de solidarité avec les préoccupations exprimées par l'Église et les évêques de pays du Sud relativement à l'exploitation minière internationale pratiquée par plusieurs compagnies enregistrées au Canada. Trois évêques du Sud, Mgr Pedro Barreto, archevêque de Huancayo au **Pérou** et membre du Conseil pontifical Justice et Paix à Rome, Mgr José Bantolo, évêque de Masbate aux **Philippines** et Mgr Nicolas Djomo Lola, évêque de Tshumbe et président de la Conférence épiscopale de la **République démocratique du Congo**, partagèrent alors leurs expériences respectives.

C'est avec force et conviction que ces évêques ont donné voix à leurs communautés qui subissent de nombreuses injustices de la part de compagnies minières. MM. Michael Casey et Patrick Kennedy, directeur et président de **Développement et Paix**, se sont joints à eux pour nous inviter à passer à l'action en rappelant notamment comment certaines compagnies minières canadiennes ne respectent pas à l'étranger les normes canadiennes d'extraction. Leurs pratiques souvent deviennent source de conflits pour les populations qui voient leur environnement pollué, sont forcées de vivre des déplacements injustifiés et subissent d'autres situations pénibles.

Personnellement, j'ai eu l'opportunité de dialoguer avec ces trois évêques que la Conférence des évêques catholiques du Canada avait invités à leur Plénière. Surtout j'ai eu la grâce de vivre une journée de travail à Montréal avec eux et avec un groupe d'évêques canadiens et de membres de **Développement et Paix**. Leur conviction est devenue mienne et j'espère qu'elle devienne nôtre.

Déjà dans le passé, **Développement et Paix** avait demandé au gouvernement canadien un bureau pour surveiller les pratiques des minières canadiennes. Cela a donné lieu à la création d'un bureau en Responsabilité sociale des entreprises (RSE) mais, après trois ans, on doit constater que rien n'a changé aux problèmes miniers. Ce bureau n'a en fait aucun pouvoir légal lui permettant de donner suite aux plaintes des communautés des pays du Sud. Cette année, **Développement et Paix** lance la campagne **Une voix pour la justice** pour demander au gouvernement du Canada de créer un poste d'*ombudsman* indépendant pour le secteur extractif canadien. Chargée d'enquêter sur les plaintes déposées par les populations des pays du Sud affectées par les opérations d'entreprises canadiennes, cette personne devrait voir avec le gouvernement à y apporter remède.

C'est pourquoi, il me semble tout à fait importante que nous prenions tous une part active à la Campagne de **Développement et Paix**. Certes nous pouvons signer la carte mais pourquoi ne pas passer à l'action en rencontrant notre député fédéral pour le sensibiliser au problème majeur de l'extraction minière par des compagnies canadiennes à l'étranger. Nous pourrions même lui demander de signer la carte d'action et plus tard lui présenter nos pétitions.

Engageons-nous donc tous ensemble afin de donner **une voix aux sans voix**.

En toute fraternité et solidarité avec nos frères et sœurs du Sud,

+Lionel Gendron
Évêque Saint-Jean-Longueuil